

**Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse**

Bar-le-Duc, le 14 décembre 2023

Division de Bar le Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer – CS 70542  
55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 4 octobre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS**

ZI DE BALEYCOURT

BP 95

55 103 Verdun

Références : 440-2023/PAD

Code AIOT : 0006200938

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 octobre 2023 dans l'établissement VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS implanté : ZI DE BALEYCOURT BP 95 – 55 100 Verdun. L'inspection a été annoncée le 29 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS
- ZI DE BALEYCOURT BP 95 – 55 100 Verdun
- Code AIOT : 0006200938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement VALTRIS est un site classé SEVESO Seuil Haut, autorisé par arrêté préfectoral initial du 5 juillet 1976, modifié et complété.

Le site utilise des quantités importantes de solvants pour son procédé de fabrication. La visite a donc porté en particulier sur la quantification des émissions diffuses de composés organiques volatils (COV).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---|--|--|-----------------------|
| 4  | Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 16 décembre 2010, article 4.4 | /  | Lettre de suite  | 1 mois                |
| 5  | Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 16 décembre 2010, article 4.5 | /  | Lettre de suite  | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|---|---|-------------------|
| 1  | Plan de gestion des COV | Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 28-1  | /   | Sans objet        |
| 2  | Plan de gestion des COV | Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 30.25 | /   | Sans objet        |
| 3  | Plan de gestion des COV | Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 30.34 | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le suivi des COV est réalisé de manière satisfaisante, l'exploitant disposant de toutes les informations sur les entrées et sorties.

Il a été identifié toutefois deux points méritant des actions :

- la hauteur de la cheminée du rejet Ester est insuffisante,
- le niveau d'émission en COV sur l'évent d'une pompe à vide dépasse la valeur limite imposée.

Des actions sont en cours et à finaliser.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan de gestion des solvants

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 28-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des COV  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant produit et transmet annuellement un bilan environnemental qui comprend et mentionne les entrées et sorties de solvants.<br>Pour l'activité Ester la consommation est de 16 748 t/an.<br>Pour l'activité Biodiesel, celle-ci est de 207 t/an d'hexane et 6 545 t/an de méthanol.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 2 : Plan de gestion des solvants

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 30.25  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Utilisation de solvants   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Utilisation de solvants dans la chimie fine pharmaceutique (toute activité de synthèse chimique, fermentation, extraction, formulation et la présentation de produits chimiques finis ainsi que la fabrication des produits semis-finis si elle se déroule sur la même installation. Si sur l'installation une autre activité de chimie fine est exercée, phytosanitaire, vétérinaire, cosmétique, colorants, photographie, notamment, les valeurs limites d'émissions prévues au présent point s'appliquent à l'ensemble des activités de l'installation) : si la consommation de solvants est supérieure à 50 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :<br>"La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 20 mg/m <sup>3</sup> . Toutefois, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, |

|   |
|---|
| la valeur limite d'émission canalisée est portée à 150 mg/m <sup>3</sup> , sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27.<br>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000 et 15 % pour les installations autorisées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2001. Les valeurs limites d'émission diffuses ne comprennent pas les solvants, vendus avec les préparations ou produits dans un récipient fermé hermétiquement."   |
| <b>Constats :</b><br>L'activité Ester et l'activité biodiesel (après extraction d'huile par l'hexane) relèvent de cette prescription.<br><br>Pour l'activité Ester :<br>L'émission cible correspondant à 5 % des quantités consommées est 838 t/an.<br>Le calcul des émissions est la somme des rejets pompe à vide (mesure réalisée sur les événements) et des rejets des équipements des installations (facteur d'émission pour chaque équipement, pompe, vanne, soupape, compresseur...).<br>Les émissions diffuses ainsi calculées sont évaluées à 12,1 t/an.<br><br>Pour l'activité biodiesel :<br>L'émission cible correspondant à 5 % des quantités consommées est 327 t/an.<br>Les émissions diffuses sont calculées par calcul de facteur d'émission pour chaque équipement du procédé ajouté des rejets par respiration des cuves de stockage de méthanol (calcul selon l'annexe 4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010).<br>Ces émissions sont de 5,4 t/an. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Plan de gestion des solvants

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 30.34   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction et raffinage d'huiles   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Extraction d'huiles végétales et de graisses animales et activités de raffinage d'huile végétale (toute activité d'extraction d'huile végétale à partir de graines et d'autres matières végétales, le traitement de résidus secs destinés à la production d'aliments pour animaux, la purification de graisses et d'huiles végétales dérivées de graines, de matière végétale et/ou de matières animales) : si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :<br>La valeur limite d'émission totale des émissions de COV non méthanique figure dans le tableau ci-dessous pour différents types de produits traités.<br><b>TYPE DE MATIÈRE TRAITÉE - VALEUR LIMITE D'ÉMISSION</b><br>totale de COV par tonne de matière traitée : Colza - 1 kg/tonne |
| <b>Constats :</b><br>La quantité de colza triturée est de 276 356 tonnes ; ce qui conduit à une émission cible de 276 tonnes/an (hexane).<br>Par bilan massique (entrée / sortie, rejets canalisés, COV dans les produits finis...), les émissions diffuses sont estimées à 143 tonnes/an.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Rejets atmosphériques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16 décembre 2010, article 4.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduits et Installations raccordées  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les rejets atmosphériques canalisés liés aux activités de l'établissement sont issus des installations suivantes : ateliers CERECOLOR, ESTER, BIODIESEL et chaufferie<br>Vitesse d'éjection des gaz :<br>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h.<br>Hauteur des cheminées :<br>L'exploitant justifiera la conformité de la hauteur des exutoires des ateliers ESTER et BIODIESEL 1 aux |

|   |
|---|
| dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (articles 52 à 54).<br>Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 m. |
| <b>Constats :</b><br>L'atelier BD1 est arrêté.<br>L'atelier ester dispose d'une cheminée mais la hauteur de celle-ci, identifiée lors de la visite paraît inférieure à 10 m.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

## N° 5 : Rejets atmosphériques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16 décembre 2010, article 4.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques<br>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et flux horaire, les volumes de gaz étant rapportés :<br>"à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),<br>" à une teneur en O <sub>2</sub> de 3 %.<br>Valeurs limites d'émission et seuils de rejets dans l'air<br>Atelier CERECLOR<br>Les effluents en sortie de tours de neutralisation respecteront la valeur limite d'émission suivante :<br>Chlore sous toutes ses formes : < 0,1 mg/m <sup>3</sup><br>Atelier ESTER<br>COV (événement de la pompe à vide) : Flux < 200 g/h<br>Atelier BIODIESEL 1<br>COV (événement de la pompe à vide) : Flux inférieur < 500 g/h |
| <b>Constats :</b><br>Les ateliers CERECLOR et BD1 sont arrêtés et ne sont plus utilisés.<br>La concentration à l'émission de l'événement de la pompe à vide de l'atelier Ester a été contrôlée en 2022. Le flux mesuré le 8 septembre 2022 est de 18 g/h.<br>La concentration pour le rejet EV3 bis était de 1 383 g/h le 14 juin 2022 et 320 g/h le 30 août 2022.<br>L'exploitant a précisé que cet atelier fonctionnait par batch et par séquence. Une étude est en cours afin de préciser la solution technique pour remédier au dépassement identifié.<br>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de deux mois, les éléments de l'étude en cours et le plan d'action qui en est déduit.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |